

3° de vergunningen toegekend voor de arealen die voor de steun in aanmerking komen;

4° de gegevens uit de administratieve controles en, in voorkomend geval, uit de controles ter plaatse.

Art. 17. § 1. Het betaalorgaan betaalt de agrarische vergoedingen en de bosbouwvergoedingen niet eerder dan 1 december van het jaar waarop zij betrekking hebben en niet later dan 30 juni van het daaropvolgende jaar.

De periode waarop een land- of bosbouwvergoeding betrekking heeft, gaat in op 1 januari van het jaar waarop ze betrekking heeft en eindigt op 31 december van hetzelfde jaar.

§ 2. Een mededeling met vermelding van de berekening van de land- of bosbouwvergoeding wordt na elke betaling aan de begunstigde verzonden.

HOOFDSTUK 6. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 18. In het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 m.b.t. de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura-net en in de ecologische hoofdstructuur en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur wordt een artikel 47/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 47/1. Op de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de agrarische vergoedingen en de bosbouwvergoedingen voor Natura 2000-locaties, houdt dit besluit uitwerking te hebben wat de agrarische vergoedingen en de bosbouwvergoedingen betreft.

Art. 19. De Minister bevoegd voor Natuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 februari 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/42301]

23 FEVRIER 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon définissant les conditions d’octroi, de maintien et de suppression de l’agrément accordé aux centres de comptabilité de gestion agricole

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l’aide aux plans stratégiques devant être établis par les Etats membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le Code wallon de l’agriculture, les articles D.6, D.127 et D.128 ;

Vu le rapport du 18 novembre 2022 établi conformément à l’article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l’ensemble des politiques régionales ;

Vu l’avis 2022/245149 de l’Inspecteur des Finances, donné le 30 novembre 2022 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l’Autorité fédérale, intervenue le 15 décembre 2022 ;

Vu l’avis 72.749/4 du Conseil d’État, donné le 11 janvier 2023, en application de l’article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d’État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l’avis n° 28/2023 de l’Autorité de protection des données du 9 février 2023 ;

Considérant que les centres de gestion économique agricole sont des acteurs essentiels à la durabilité de l’agriculture wallonne ;

Considérant que dans le plan stratégique wallon de la PAC 2023-2027, la recherche, l’encadrement et la formation des agriculteurs en matière de rentabilité, de modèle économique et de coût de production sont considérés comme prioritaires ;

Considérant qu’il n’existe plus d’agrément des centres de gestion économique agricole depuis la régionalisation de la compétence agricole ;

Sur la proposition du Ministre de l’Agriculture ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l’application du présent arrêté, on entend par :

1° centre de gestion : toute personne physique ou association de personnes physiques ou personne morale dont l’objet social repose en tout ou en partie sur l’encadrement, la formation l’information, l’assistance ou le conseil en matière de gestion vers les exploitants agricoles ou horticoles ;

2° comptabilité de gestion : comptabilité analytique d’une exploitation agricole ou horticole basée sur la comptabilisation des charges et des produits par nature et par destination et permettant d’apprécier annuellement la rentabilité de chaque branche d’activité de l’exploitation et permettant une analyse fine du fonctionnement de l’exploitation afin de faciliter les décisions de gestion ;

3° comptable de gestion : toute personne physique qui est l'interlocuteur privilégié entre le centre de gestion et l'exploitant. Il doit s'assurer que toutes les tâches, de la collecte des données à la remise du résultat, soient effectuées avec rigueur et exactitude dans les délais requis. Il revient au comptable de gestion de remettre le résultat de la comptabilité à l'exploitant et d'apporter les explications nécessaires à leur compréhension ;

4° réseau wallon des centres de gestion agricole, nommé ci-après réseau wallon

5° Administration : les services du SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ;

6° Ministre : le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions.

CHAPITRE 2. — *L'agrément des centres de gestion*

Art. 2. Le Ministre reconnaît les centres de gestion par un agrément si ceux-ci respectent les articles suivants :

1. exercer tout ou une partie de ses activités sur le territoire wallon ;
2. avoir des activités se rapportant, totalement ou partiellement, à la réalisation de comptabilités de gestion pour les exploitations agricoles ou horticoles wallonnes ;
3. occuper en permanence au minimum une personne comme comptable de gestion.

Art. 3. Dans le cadre de cet agrément, le centre de gestion s'engage à :

1. suivre les recommandations et participer activement aux travaux du réseau wallon durant la période couverte par celui-ci ;
2. tenir à disposition de l'Administration pendant toute la durée de l'agrément une liste actualisée des comptables.

Art. 4. § 1. Toute demande d'agrément est introduite auprès du Ministre, sur présentation d'un dossier, apportant les éléments probants nécessaires à la vérification des conditions.

§ 2. L'agrément du centre de gestion a une durée de 5 ans renouvelable.

Art. 5. La liste des centres de gestion agréés est publiée sur le portail de l'agriculture wallonne.

CHAPITRE 3. — *La comptabilité de gestion*

Art. 6. La comptabilité de gestion du centre de gestion agréé répond aux prescrits de l'harmonisation des comptabilités de gestion agricoles en Wallonie repris en annexe du présent arrêté.

Art. 7. La comptabilité de gestion couvre une période de référence de douze mois. Cette période peut correspondre à une année civile allant du 1^{er} janvier au 31 décembre ou couvrir toute autre période de 12 mois.

Art. 8. § 1^{er}. Les résultats de la comptabilité de gestion sont remis annuellement par écrit à l'exploitant agricole, dans un délai de maximum 12 mois après la fin de la période de référence.

§ 2. Ce document devra comprendre au minimum :

- une description des caractéristiques générales de l'exploitation, en ce compris des facteurs de production mis en œuvre ;
- un bilan et un compte de résultat, mentionnant les charges et produits détaillés ;
- les éléments nécessaires à l'appréciation de l'efficacité de la gestion de l'exploitation dans son ensemble ainsi que de la rentabilité des principales activités de production. Cette appréciation doit se faire via les indicateurs technico-économiques tels que définis dans l'annexe ;

Art. 9. Les résultats font l'objet d'une explication détaillée de la part du comptable de gestion afin de permettre à l'exploitant d'apprécier la rentabilité et la performance de ses principales activités.

CHAPITRE 4. — *Le comptable de gestion*

Art. 10. § 1. Le comptable de gestion d'un centre de gestion agréé est une personne physique pouvant démontrer d'une expérience en matière d'économie agricole ou de gestion agricole, le cas échéant, qui s'engage à suivre un minimum de 3 formations organisées par le réseau wallon dans l'année qui suit son entrée en fonction au sein du centre agréé.

§ 2. Le comptable de gestion participe annuellement au minimum à une activité de formation organisée par le réseau wallon.

CHAPITRE 5. — *Le réseau wallon des centres de gestion*

Art. 11. Le Ministre institue le réseau wallon des centres de gestion. Ce réseau regroupe les centres de gestion. Les centres de gestion voulant participer au réseau wallon doivent informer l'Administration par courrier et participer au minimum à une réunion sur une période de douze mois.

Art. 12. Le réseau wallon des centres de gestion est piloté par l'Administration. Celle-ci doit assurer la promotion du réseau auprès de tous les centres de gestion.

Le réseau wallon des centres de gestion se réunit au minimum une fois par an.

Le réseau peut inviter ou solliciter l'avis de tiers en lien avec le secteur.

Le réseau wallon a pour mission de développer des synergies entre ces membres, d'émettre des recommandations et d'organiser des formations ou séances d'information sur les thématiques de l'économie agricole, les méthodes de comptabilisation, l'analyse de données et le conseil d'entreprise.

CHAPITRE 6. — *La formation*

Art. 13. Le réseau wallon est chargé d'organiser au minimum trois formations par an. Le contenu de ces formations doit traiter d'un sujet technique, économique ou législatif en lien avec la comptabilité de gestion, l'économie du secteur agricole ou l'encadrement économique des exploitations agricoles ou horticoles.

Art. 14. Le réseau wallon des centres de gestion doit assurer la promotion et la publicité des formations auprès de l'ensemble des centres de gestion agréé au moins un mois avant l'organisation de celles-ci.

Art. 15. Le réseau wallon des centres de gestion peut déléguer l'organisation des formations à un de ces membres.

CHAPITRE 7. — *Contrôles et sanctions*

Art. 16. L'Administration peut vérifier à tout moment que le centre de gestion respecte le présent arrêté. En cas de fraude, de négligence ou de non-respect, l'Administration, peut retirer l'agrément accordé au centre de gestion.

Art. 17. Lorsqu'une demande d'obtention ou de renouvellement d'un agrément comme centre de gestion est refusé ou lorsque l'agrément est retiré, l'Administration notifie au responsable du centre par envoi recommandé, dans les 30 jours calendrier, la décision de refus d'octroi ou de retrait de l'agrément.

S'il s'est avéré entretemps que le motif du refus ou du retrait a disparu, l'Administration peut accorder l'agrément ou son renouvellement ou peut annuler la décision du retrait.

Art. 18. En cas de retrait ou de refus d'octroi, le responsable du centre peut introduire un recours motivé par envoi recommandé, accompagnée de toutes les pièces justificatives utiles et adressée au Ministre dans les 30 jours calendrier à compter de la date de la décision. L'agrément reste d'application jusqu'à l'expiration du délai de 30 jours calendrier prévu pour l'introduction du recours.

Le Ministre notifie sa décision à la personne concernée par envoi recommandé à la poste. En cas de retrait ou de non-renouvellement, l'agrément reste d'application durant la procédure de recours.

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Namur, le 23 février 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Annexe

Harmonisation des comptabilités de gestion agricoles en Wallonie

Alors que la comptabilité générale enregistre les opérations dans une optique financière suivant une forme légale, la comptabilité de gestion traite les données de manière à analyser le fonctionnement de l'entreprise afin d'en améliorer sa gestion.

Les comptabilités agricoles de gestion tiennent compte des particularités du secteur agricole comme l'absence de distinction entre le patrimoine professionnel et le patrimoine personnel, la variabilité des cycles de production et l'impossibilité d'une répartition complète de tous les produits et de toutes les charges à tous les niveaux intermédiaires de résultats.

Pour être utile à l'agriculteur, cette comptabilité doit être composée d'un bilan, d'un résultat économique et d'un résultat financier. A partir de ces trois éléments, l'agriculteur avec l'aide de ses conseillers pourra établir des ratios de performance, identifier ses points faibles et améliorer sa rentabilité.

1 Éléments du bilan

Le bilan est une « photographie » de la situation patrimoniale d'une entreprise à un moment donné. Il met en évidence les sources de financement de l'entreprise (passif) et l'utilisation par l'entreprise de ces sources (actif).

Les bilans ne sont comparables d'une année à l'autre que s'ils sont établis à la même date et avec les mêmes méthodes de comptabilisation.

Passif

Le passif reprend les capitaux permanents et les exigibles à court terme.

Les capitaux permanents sont constitués d'une part, des capitaux propres regroupant les apports personnels du ou des propriétaires de l'exploitation, les résultats accumulés par l'entreprise et non distribués et les subventions en capital, et d'autre part, des dettes à moyen et long terme de l'entreprise.

Les exigibles à court terme reprennent les emprunts à moins d'un an et les autres dettes à court terme comme celles auprès des fournisseurs.

Actif

Les postes de l'actif reprennent les actifs immobilisés et les actifs circulants.

Les actifs immobilisés englobent l'ensemble des éléments déboursés pour constituer la structure de l'exploitation ; ils ont un faible degré de liquidité : frais d'établissement liés à une reprise ou non, immobilisations incorporelles (quota, droits...achetés ou repris), immobilisations corporelles (terres, cultures permanentes, améliorations foncières, bâtiments, matériel, cheptel vif,) et les immobilisations financières.

Les actifs circulants regroupent l'ensemble des actifs détenus par l'entreprise dont la vocation n'est pas de rester durablement au sein de l'entreprise (stocks, créances, etc.).

Le contenu du bilan présenté ci-dessous est volontairement limité aux actifs immobilisés et aux capitaux permanents car les autres éléments sont rarement comptabilisés dans le cadre des comptabilités de gestion en agriculture.

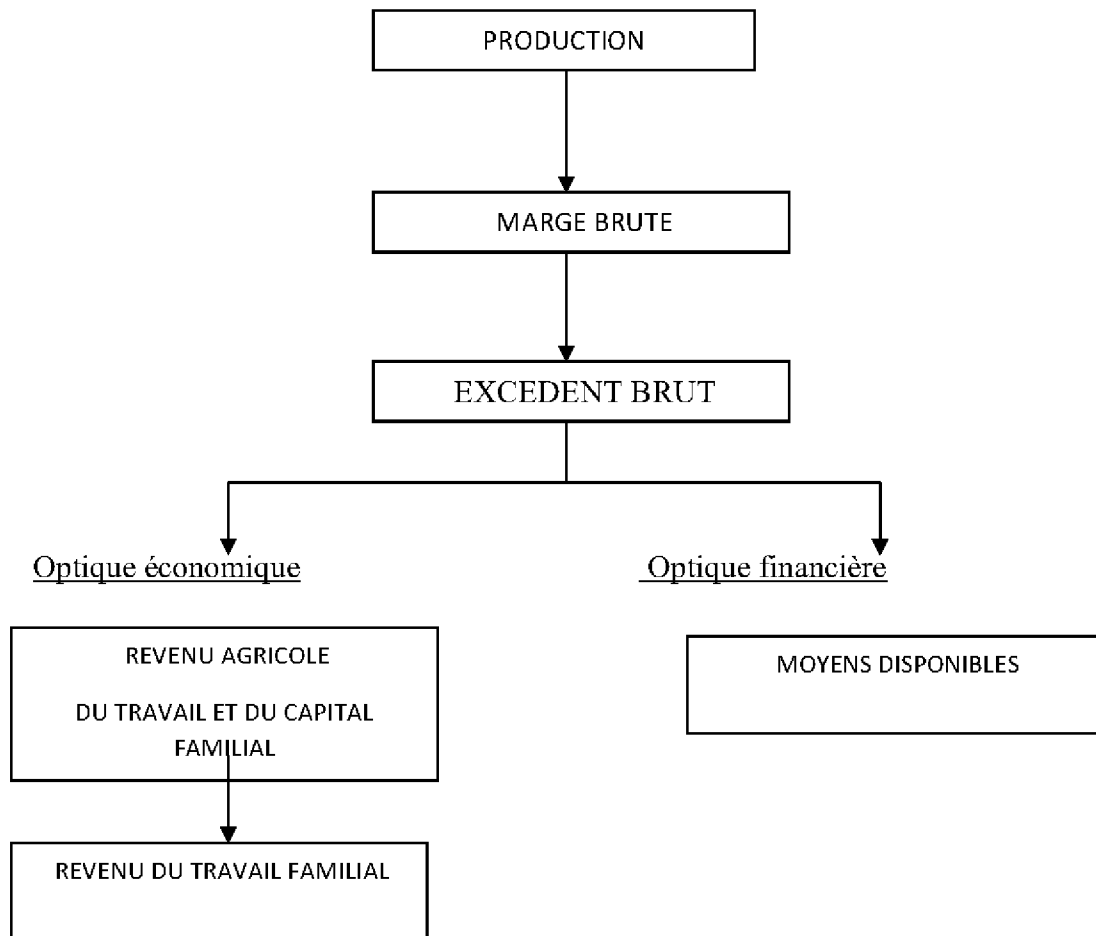
Contenu minimum du bilan établi dans les comptabilités de gestion en agriculture

ACTIF	PASSIF	
<p style="text-align: center;"><u>ACTIFS IMMOBILISES</u></p> <p>Frais d'établissement</p> <ul style="list-style-type: none"> • Frais liés aux reprises • Autres frais <p>Immobilisations incorporelles</p> <ul style="list-style-type: none"> • Droits (p.ex. droit au paiement de base) <p>Immobilisations corporelles</p> <ul style="list-style-type: none"> • Terres • Cultures permanentes • Améliorations foncières • Bâtiments • Matériel • Cheptel vif 	<p style="text-align: center;"><u>CAPITAUX PROPRES</u></p> <p>Capital¹</p> <p>Subsides en capital</p>	CAPITAUX PERMANENTS
	<p style="text-align: center;"><u>DETTES OU EXIGIBLES</u></p> <p>Dettes à moyen et à long terme</p> <ul style="list-style-type: none"> - Emprunts à long et moyen terme « terres » - Emprunts à long et moyen terme « autres » 	

¹ Le « CAPITAL » est souvent calculé à partir du total de l'actif, diminué des emprunts à long terme.

2 Résultats économiques et financiers de l'exercice

2.1. Arborescence des résultats



2.2. Résultats économiques

Les résultats économiques sont établis à partir des charges et des produits comptabilisés au cours de l'exercice et engendrés par les productions des activités de l'exercice ainsi que par l'utilisation des facteurs de production correspondants.

2.2.1 Marge brute

La marge brute d'une activité est son résultat économique, sans tenir compte des aides à la production et au revenu, après avoir couvert l'ensemble des charges opérationnelles affectées correspondantes.

La marge brute est la différence entre la valorisation totale des productions d'une activité, cessions internes sortantes comprises, et les charges engagées spécifiquement pour réaliser la ou les production(s), y compris les cessions internes entrantes.

		EXEMPLES DE CONTENU
+	Production	Ventes de produits de l'activité de l'exercice. Valeur des stocks des produits de l'exercice non vendus. Variation de la valeur d'inventaire du bétail. Valeur de la production d'une activité cédée à une autre activité.
-	Charges opérationnelles affectées	Valeur des matières premières utilisées venant des achats ou des stocks. Valeur de la production provenant d'une autre activité de l'exploitation Coûts de travaux par tiers Frais de vétérinaire
=	MARGE BRUTE	

2.2.2 Excédent brut

L'excédent brut est le résultat économique de l'exploitation durant l'exercice sans tenir compte des aides à l'investissement, après avoir couvert l'ensemble des charges opérationnelles et des charges de structure, sauf les remboursements en capital et en intérêts des emprunts et les amortissements.

L'excédent brut est obtenu par différence entre la valorisation des productions de l'exploitation et des autres produits hormis les subventions en intérêts, les aides en capital et les produits de nature exceptionnelle (ventes d'avoins, indemnités sécheresse...) et, l'ensemble des charges réelles sauf les charges financières, les amortissements économiques et les charges exceptionnelles.

	MARGE BRUTE	EXEMPLES DE CONTENU
+	Aides publiques et privées aux productions et au revenu	Droit au paiement de base ou aides couplées Aides aux mesures agri-environnementales
+	Recettes de locations et produits divers	Location de bâtiment
-	Charges opérationnelles non affectées	Consommation d'énergie, eau
-	Autres charges réelles sauf intérêts et amortissements	Fermages des terres Locations de quotas et droits Entretien, assurances des bâtiments Salaires payés
+/-	Régularisations des produits et des charges des exercices précédents	Plus-value sur la vente des stocks de produits finis de l'inventaire d'entrée
=	EXCEDENT BRUT	

2.2.3 Revenu agricole du travail et du capital familial

Le revenu agricole du travail et du capital familial est le résultat économique de l'exploitation durant l'exercice après avoir couvert l'ensemble des charges réelles annuelles, y compris les charges financières et les amortissements économiques et en tenant compte des aides à l'investissement. Les aides à l'investissement peuvent être allouées sous la forme de subventions en intérêts ou sous la forme d'une aide en capital (fraction).

Le revenu du travail et du capital familial est la différence entre d'une part, la valorisation de l'ensemble des productions de l'exploitation et des autres produits, hormis les produits de nature exceptionnelle (ventes d'avoins, indemnité sécheresse...) et d'autre part, l'ensemble des charges réelles, sauf les charges exceptionnelles.

		EXEMPLES DE CONTENU
	EXCEDENT BRUT	
+	Fraction de l'aide en capital ²	1/5 ^{ème} de l'aide totale pour achat de matériel
+	Subvention en intérêts (si encore présents)	Subvention en intérêts de l'exercice
-	Intérêts bruts	Intérêts sur emprunts
-	Amortissements économiques	Amortissements du matériel
=	REVENU AGRICOLE DU TRAVAIL ET DU CAPITAL FAMILIAL	

² Fraction de l'aide en capital : dans l'approche économique de l'exploitation, les aides en capital sont à répartir sur 5 ans quand elles ont été reçues pour acheter du matériel, et sur 10 ans pour tous les autres types d'investissement.

2.2.4 Revenu du travail familial

Le revenu du travail familial est le résultat économique de l'exploitation, après avoir couvert l'ensemble des charges réelles et les charges calculées sur les capitaux en propriété engagés par l'exploitant dans l'entreprise (fermages nets sur terres en propriété, intérêts sur capital d'exploitation propre...).

Le revenu du travail familial est obtenu par différence entre d'une part, la valorisation de l'ensemble des productions de l'exploitation et des autres produits hormis ceux de nature exceptionnelle (indemnité pour calamités agricoles...) et, d'autre part, l'ensemble des charges réelles (sauf les charges exceptionnelles) et les charges calculées sur les actifs immobilisés engagés par l'exploitant dans l'entreprise (fermages nets sur terres en propriété, intérêts sur capital d'exploitation propre, autre que les terres).

		EXEMPLES DE CONTENU
	REVENU AGRICOLE DU TRAVAIL ET DU CAPITAL FAMILIAL	
-	Charges calculées sur le capital propre autofinancé	Fermages nets calculés ³ Les intérêts nets calculés sur le capital d'exploitation propre (hors terre) ⁴
=	REVENU DU TRAVAIL FAMILIAL	

³ Fermages nets calculés = (hectare en propriété * fermage moyen de l'exploitation) – intérêts des emprunts liés à la terre. Si le résultat est inférieur à « 0 », on comptabilise « 0 »

⁴ Les intérêts nets calculés sur le capital d'exploitation propre (hors terre) = (actifs immobilisés (hors terre) IE + actifs immobilisés (hors terre) IS)/2*0,05 – intérêts des emprunts liés à leur acquisition. Si le résultat est inférieur à « 0 », on comptabilise « 0 »

2.3. Schéma général des résultats économiques

2.3.1

PRODUCTION					
CHARGES OPERATIONNELLES AFFECTEES	<u>MARGE BRUTE</u>		AIDES sauf aides en capital et en intérêts	AUTRES PRODUITS	
	CHARGES OPERATIONNELLES NON- AFFECTEES	AUTRES CHARGES REELLES sur intérêts et amortissements	REGULARISATION		
	<u>EXCEDENT BRUT</u>				<u>EXCEDENT BRUT</u>
<u>EXCEDENT BRUT</u>		AIDES EN INTERETS FRACTIONS AIDES EN CAPITAL			
INTERETS BRUTS	AMORTISSEMENTS ECONOMIQUE		<u>REVENU AGRICOLE DU TRAVAIL ET DU CAPITAL FAMILIAL</u>		
			CHARGES CALCULEES		
			<u>REVENU DU TRAVAIL FAMILIAL</u>		

2.4. Résultats financiers

2.4.1 Moyens disponibles

Les moyens disponibles sont les moyens financiers que l'exploitation est capable de libérer à la fin de l'exercice à partir de tous les produits ordinaires et exceptionnels, y compris ceux provenant d'exercices antérieurs et de nouveaux emprunts, en tenant compte des nouveaux investissements, des annuités d'emprunts et de toutes les autres charges réelles ordinaires et exceptionnelles, sauf les amortissements.

Ces moyens disponibles seront utilisés par l'exploitant et sa famille pour un certain nombre de besoins comme les dépenses privées, le paiement des cotisations sociales et des impôts professionnels, l'épargne, ...

	INTITULE	EXEMPLES DE CONTENU
+	Ventes de la production de l'exploitation effectuées durant l'exercice	Vente de lait Vente de foin récolté l'exercice précédent
+	Aides	Aides au paiement de base, aides couplées, ... Aides aux mesures agri-environnementales Subvention en capital et en intérêts
+	Indemnités reçues durant l'exercice	Indemnité « sécheresse »
+	Recettes exceptionnelles	Vente d'une remorque
+	Nouveaux emprunts de l'exercice	
-	Charges opérationnelles de l'exercice	Engrais Achats animaux Electricité
-	Charges de structure réelles de l'exercice	Fermages payés Salaires payés Intérêts payés
-	Charges exceptionnelles	
-	Nouveaux investissements	Achat tonneau à lisier
-	Remboursement du capital emprunté	
=	MOYENS DISPONIBLES	

Il est important de souligner que l'approche des moyens disponibles reste imparfaite sur plusieurs plans, on néglige par exemple les dépenses effectuées pour l'exercice suivant, les dettes vis-à-vis des fournisseurs, les créances de clients...

Les moyens disponibles peuvent aussi être déterminés à partir de l'excédent brut.

Les produits et les charges estimées dans l'excédent brut comme les variations d'inventaires et la valorisation des produits lors de leur mise en stock, sont alors déduits ou ajoutés.

INTITULE	
	EXCEDENT BRUT
+	Subventions en intérêts reçues (si encore présentes)
-	Intérêts bruts payés
-	Capitaux remboursés
+	Aides en capital reçues
+	Aides à la production et au revenu relatives aux exercices précédents en tenant compte des régularisations déjà comptabilisées
+	Ventes ou utilisations des stocks des produits des exercices précédents en tenant compte des régularisations déjà comptabilisées
-	Valorisation des stocks des produits de l'exercice non vendus
-	Variation d'inventaires du bétail
-	Consommation du ménage
+	Recettes exceptionnelles
-	Charges exceptionnelles
+	Nouveaux emprunts
-	Nouveaux investissements
=	MOYENS DISPONIBLES

2.4.2 Balance TVA

La balance TVA est un élément utile à la gestion de l'exploitation en relation avec le choix du système de taxation à la TVA. Elle constitue aussi du disponible pour les agriculteurs bénéficiant du régime forfaitaire à la TVA lorsque le montant obtenu est positif et diminue d'autant le disponible en cas de solde négatif.

On distingue deux balances TVA : celle relative aux éléments courants et celle concernant les investissements.

La balance TVA courante est la différence entre les montants de TVA sur les ventes et sur les achats courants de l'exploitation.

La balance TVA des investissements est la différence entre les montants de TVA sur les achats de biens d'investissements de l'exploitation et les ventes d'actifs.

3 Ratios

L'analyse des résultats d'une entreprise peut se faire en établissant des ratios constitués de rapports entre éléments du bilan et/ou entre résultats économiques.

Une analyse à l'aide de ratios doit toujours être faite en parallèle avec les montants repris dans le bilan et les résultats.

Tous les ratios sont à exprimer en pourcentage.

C'est surtout l'analyse de l'évolution de la valeur du ratio au fil des exercices qui est utile en tenant compte évidemment des investissements ou d'un changement d'orientation de l'exploitation.

Les ratios repris ci-après sont établis dans une optique économique et financière. Les ratios financiers ont une signification limitée par le fait que le bilan constitué en agriculture ne comprend pas tous les éléments du bilan classique, ce qui ne permet pas de juger sans ambiguïté les équilibres au sein du bilan de l'exploitation.

3.1. Ratios économiques

3.1.1 Importance des aides dans le produit

$$\frac{\text{Aides à la production et au revenu}}{\text{Production de l'exploitation + aides à la production et au revenu}}$$

Les aides reprennent l'ensemble des aides du premier et du second pilier, ainsi que toutes les autres formes d'aide publique non exceptionnelles (sauf les subsides pour investissements en capital ou en intérêt).

La production de l'exploitation reprend la somme des productions des activités de l'exercice sans tenir compte des cessions internes.

Ce ratio détermine la part des recettes qui provient des aides sauf celles à l'investissement. Plus ce ratio est élevé, plus l'exploitation est dépendante des décisions politiques relatives à l'agriculture.

3.1.2 Efficacité économique de l'exploitation

$$\frac{\text{Excédent brut d'exploitation}}{\text{Production de l'exploitation}}$$

Ce ratio détermine la part de la production sans les aides dans l'excédent brut d'exploitation. Plus ce ratio est élevé, plus le travail réalisé par l'exploitant et sa famille est efficace.

3.1.3 Efficacité économique d'une activité

$$\frac{\text{Marge brute de l'activité}}{\text{Production de l'activité}}$$

Ce ratio détermine l'importance relative de la marge brute par rapport à la valeur de la production et mesure l'efficacité des moyens mis en œuvre.

3.1.4 Taux de rentabilité du capital productif

Excédent brut d'exploitation
Actifs immobilisés (hors terres)

Ce ratio indique la rentabilité des actifs immobilisés hors terres, rentabilité approchée par l'excédent brut d'exploitation.

Plus ce ratio est élevé plus le capital immobilisé est bien utilisé.

Si un investissement important a été fait en cours d'exercice, le ratio aura diminué par rapport à l'année précédente. Mais si cet investissement est judicieux et bien dimensionné, il augmentera à terme l'excédent brut d'exploitation et donc l'exploitation devra retrouver un taux de rentabilité identique, voire supérieur. Si l'investissement n'est pas adapté à l'exploitation, celui-ci pèsera sur la rentabilité de l'exploitation.

3.2. Ratios financiers

3.2.1 Poids des dettes financières

Annuités de remboursement
Excédent brut d'exploitation

Les annuités de remboursement reprennent les intérêts payés et le remboursement en capital des emprunts de l'exercice.

Ce ratio indique la part de l'excédent brut d'exploitation qui est utilisée pour couvrir les engagements financiers de l'exploitation.

Plus il est bas, plus la capacité d'autofinancement est élevée en fonction de l'utilisation des moyens dégagés ou moins l'exploitation est endettée.

3.2.2 Couverture des immobilisés

Solde des emprunts à moyen et à long terme
Actifs immobilisés

Si le rapport est inférieur à 100, l'exigible emprunté à moyen et à long terme ne couvre pas l'ensemble des immobilisations à long terme :

- soit le solde est couvert par les capitaux propres, cela veut dire que les capitaux permanents de l'entreprise couvrent les immobilisés : c'est un élément positif.
- soit le solde est couvert par des dettes à court terme : une partie de l'outil de production est alors financé par des emprunts court terme ou des dettes fournisseurs : c'est un signe d'une mauvaise situation financière.

Si le rapport est supérieur à 100, l'endettement est supérieur à la valeur de l'outil de production : il y a un risque de vulnérabilité de l'entreprise car elle est entièrement dépendante de ses créanciers.

Ce ratio peut aussi être calculé en excluant la valeur des emprunts terres des dettes à moyen et à long terme, et en excluant les terres des actifs immobilisés.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 définissant les conditions d'octroi, de maintien et de suppression de l'agrément accordé aux centres de comptabilité de gestion agricole.

Namur, le 23 février 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2023/42301]

23. FEBRUAR 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung, Aufrechterhaltung und Aufhebung der Zulassung, die den Stellen für betriebswirtschaftliche Buchführung in der Landwirtschaft erteilt wird

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 mit Vorschriften für die Unterstützung der von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erstellenden und durch den Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) zu finanzierenden Strategiepläne (GAP-Strategiepläne) und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 sowie der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.6, D.127 und D.128;

Aufgrund des Berichts vom 18. November 2022, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 30. November 2022 abgegebenen Stellungnahme 2022/245149 des Finanzinspektors;

Aufgrund der am 15. Dezember 2022 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 11. Januar 2023 in Anwendung des Artikels 84 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 72.749/4 des Staatsrats;

Aufgrund der am 9. Februar 2023 abgegebenen Stellungnahme Nr. 28/2023 der Datenschutzbehörde;

In der Erwägung, dass die Stellen für landwirtschaftliche Betriebswirtschaft wesentliche Akteure für die Nachhaltigkeit der wallonischen Landwirtschaft sind;

In der Erwägung, dass die Forschung, Betreuung und Fortbildung von Landwirten in Bezug auf Rentabilität, Geschäftsmodelle und Produktionskosten im wallonischen GAP-Strategieplan 2023-2027 als vorrangig angesehen werden;

In der Erwägung, dass es seit der Regionalisierung der Zuständigkeit für die Landwirtschaft keine Zulassung von Stellen für landwirtschaftliche Betriebswirtschaft mehr gibt;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

* Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Definitionen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Stelle für Betriebswirtschaft: jede natürliche Person oder Vereinigung von natürlichen Personen oder juristische Person, deren Gesellschaftszweck ganz oder teilweise auf der Betreuung, Fortbildung, Information, Unterstützung oder Beratung von landwirtschaftlichen Betriebsleitern oder Betriebsleitern im Gartenbau in betriebswirtschaftlichen Fragen beruht;

2° betriebswirtschaftliche Buchführung: analytische Buchführung eines landwirtschaftlichen Betriebs oder eines Gartenbaubetriebs, die auf der Buchhaltung der Aufwendungen und Erträge nach Art und Bestimmung beruht und es ermöglicht, jährlich die Rentabilität jedes Tätigkeitsfeldes des Betriebs zu beurteilen und eine genaue Analyse der Funktionsweise des Betriebs vorzunehmen, um die betriebswirtschaftlichen Entscheidungen zu erleichtern;

3° betriebswirtschaftlicher Buchhalter: jede natürliche Person, die der bevorzugte Ansprechpartner zwischen der Stelle für Betriebswirtschaft und dem Betriebsleiter ist. Er muss sicherstellen, dass alle Aufgaben, von der Erhebung der Daten bis zur Übergabe des Ergebnisses, mit Sorgfalt und Genauigkeit innerhalb der vorgeschriebenen Fristen durchgeführt werden. Es obliegt dem betriebswirtschaftlichen Buchhalter, dem Betriebsleiter das Ergebnis der Buchführung zu übergeben und die zum Verständnis erforderlichen Erklärungen abzugeben;

4° wallonisches Netz der Stellen für landwirtschaftliche Betriebswirtschaft, nachstehend wallonisches Netz genannt;

5° Verwaltung: die Dienste des ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;

6° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört.

KAPITEL 2 — *Zulassung der Stellen für Betriebswirtschaft*

Art. 2 - Der Minister erkennt die Stellen für Betriebswirtschaft durch eine Zulassung an, wenn diese die folgenden Artikel einhalten:

1. ihre Tätigkeiten ganz oder teilweise auf wallonischem Gebiet ausüben;
2. Tätigkeiten ausüben, die sich ganz oder teilweise auf die Erstellung von betriebswirtschaftlicher Buchführung für wallonische Landwirtschafts- oder Gartenbaubetriebe beziehen;
3. mindestens eine Person dauerhaft als betriebswirtschaftlichen Buchhalter beschäftigen.

Art. 3 - Im Rahmen dieser Zulassung verpflichtet sich die Stelle für Betriebswirtschaft zu Folgendem:

1. die Empfehlungen zu befolgen und aktiv an den Arbeiten des wallonischen Netzes während des von ihm abgedeckten Zeitraums teilzunehmen;

2. während der gesamten Dauer der Zulassung eine aktualisierte Liste der Buchhalter für die Verwaltung bereitzuhalten.

Art. 4 - § 1. Jeder Antrag auf Zulassung wird beim Minister auf Vorlage einer Akte eingereicht, die die für die Überprüfung der Bedingungen notwendigen Belege enthält.

§ 2. Die Zulassung der Stelle für Betriebswirtschaft hat eine Dauer von fünf Jahren und kann verlängert werden.

Art. 5 - Die Liste der zugelassenen Stellen für Betriebswirtschaft wird auf dem Portal der wallonischen Landwirtschaft veröffentlicht.

KAPITEL 3 — *Die betriebswirtschaftliche Buchführung*

Art. 6 - Die betriebswirtschaftliche Buchführung der zugelassenen Stelle für Betriebswirtschaft entspricht den Vorschriften der Harmonisierung der betriebswirtschaftlichen Buchführung in der Landwirtschaft in der Wallonie, die im Anhang zu diesem Erlass aufgeführt sind.

Art. 7 - Die betriebswirtschaftliche Buchführung deckt einen Bezugszeitraum von zwölf Monaten ab. Dieser Zeitraum kann einem Kalenderjahr – vom 1. Januar bis zum 31. Dezember – entsprechen oder einen beliebigen anderen Zeitraum von 12 Monaten abdecken.

Art. 8 - § 1. Die Ergebnisse der betriebswirtschaftlichen Buchführung werden dem landwirtschaftlichen Betriebsleiter jährlich innerhalb eines Zeitraums von höchstens 12 Monaten nach Ende des Bezugszeitraums schriftlich vorgelegt.

§ 2. Dieses Dokument muss mindestens Folgendes umfassen:

- eine Beschreibung der allgemeinen Merkmale des Betriebs, einschließlich der eingesetzten Produktionsmittel;
- eine Bilanz und eine Ergebnisrechnung, in denen Aufwendungen und Erträge ausführlich aufgeführt werden;
- die erforderlichen Unterlagen zur Beurteilung der Effizienz der Betriebsführung insgesamt sowie der Rentabilität der wichtigsten Betriebstätigkeiten. Diese Beurteilung muss anhand der im Anhang definierten technisch-wirtschaftlichen Indikatoren erfolgen.

Art. 9 - Die Ergebnisse werden vom betriebswirtschaftlichen Buchhalter ausführlich erläutert, damit der Betriebsleiter die Rentabilität und die Leistung seiner wichtigsten Tätigkeiten beurteilen kann.

KAPITEL 4 — *Der betriebswirtschaftliche Buchhalter*

Art. 10 - § 1. Der betriebswirtschaftliche Buchhalter einer zugelassenen Stelle für Betriebswirtschaft ist eine natürliche Person, die Erfahrung im Bereich Agrarwirtschaft oder landwirtschaftliche Betriebsführung nachweisen kann oder sich gegebenenfalls dazu verpflichtet, innerhalb des Jahres, das auf ihren Dienstantritt bei der zugelassenen Stelle folgt, an mindestens drei vom wallonischen Netz organisierten Fortbildungen teilzunehmen.)

§ 2. Der betriebswirtschaftliche Buchhalter nimmt jährlich mindestens an einer vom wallonischen Netz organisierten Fortbildungsveranstaltung teil.

KAPITEL 5 — *Das wallonische Netz der Stellen für Betriebswirtschaft*

Art. 11 - Der Minister richtet das wallonische Netz der Stellen für Betriebswirtschaft ein. Dieses Netzwerk umfasst die Stellen für Betriebswirtschaft. Stellen für Betriebswirtschaft, die Teil des wallonischen Netzes sein möchten, müssen die Verwaltung schriftlich darüber informieren und innerhalb eines Zeitraums von zwölf Monaten mindestens an einer Versammlung teilnehmen.

Art. 12 - Das wallonische Netz der Stellen für Betriebswirtschaft wird von der Verwaltung gesteuert. Diese muss die Förderung des Netzes bei allen Stellen für Betriebswirtschaft gewährleisten.

Das wallonische Netz der Stellen für Betriebswirtschaft versammelt sich mindestens einmal im Jahr.

Das Netz kann Dritte, die mit dem Sektor in Verbindung stehen, einladen oder um ihre Meinung bitten.

Das wallonische Netz hat die Aufgabe, Synergien zwischen seinen Mitgliedern aufzubauen, Empfehlungen auszusprechen und Fortbildungen oder Informationsveranstaltungen zu den Themenbereichen Agrarwirtschaft, Buchhaltungsmethoden, Datenanalyse und Unternehmensberatung zu organisieren.

KAPITEL 6 — *Die Fortbildung*

Art. 13 - Das wallonische Netz ist für die Organisation von mindestens drei Fortbildungen pro Jahr zuständig. Der Inhalt dieser Fortbildungen muss ein technisches, wirtschaftliches oder gesetzesrelevantes Thema behandeln, das mit der betriebswirtschaftlichen Buchführung, der Wirtschaft des Agrarsektors oder der wirtschaftlichen Betreuung von Landwirtschafts- oder Gartenbaubetrieben in Zusammenhang steht.

Art. 14 - Das wallonische Netz der Stellen für Betriebswirtschaft muss die Förderung der Fortbildungen und die diesbezügliche Werbung bei allen zugelassenen Stellen für Betriebswirtschaft mindestens einen Monat vor der Organisation dieser Fortbildungen gewährleisten.

Art. 15 - Das wallonische Netz der Stellen für Betriebswirtschaft kann die Organisation der Fortbildungen an eines seiner Mitglieder übertragen.

KAPITEL 7 — *Kontroll- und Strafmaßnahmen*

Art. 16 - Die Verwaltung kann jederzeit überprüfen, ob die Stelle für Betriebswirtschaft den vorliegenden Erlass einhält. Im Falle von Betrug, Fahrlässigkeit oder Nichteinhaltung kann die Verwaltung der Stelle für Betriebswirtschaft die Zulassung entziehen.

Art. 17 - Wenn ein Antrag auf Erteilung oder Erneuerung einer Zulassung als Stelle für Betriebswirtschaft abgelehnt oder die Zulassung entzogen wird, teilt die Verwaltung dem Verantwortlichen der Stelle innerhalb von 30 Kalendertagen per Einschreiben den Beschluss über die Ablehnung der Erteilung oder den Entzug der Zulassung mit.

Wenn sich in der Zwischenzeit herausgestellt hat, dass der Grund für die Ablehnung oder den Entzug entfallen ist, kann die Verwaltung die Zulassung oder eine Erneuerung der Zulassung gewähren oder den Beschluss über den Entzug aufheben.

Art. 18 - Im Falle eines Entzugs oder einer Ablehnung der Zulassung kann der Verantwortliche der Stelle innerhalb von 30 Kalendertagen ab dem Datum des Beschlusses einen begründeten Einspruch per Einschreiben mit allen relevanten Belegen beim Minister einreichen. Die Zulassung bleibt bis zum Ablauf der Frist von 30 Kalendertagen gültig, die für die Einreichung des Einspruchs vorgesehen ist.

Der Minister übermittelt der betroffenen Person seinen Beschluss per Einschreiben. Im Falle eines Entzugs oder einer Nichtverlängerung bleibt die Zulassung während des Einspruchsverfahrens gültig.

Art. 19 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

Namur, den 23. Februar 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

ANHANG

Harmonisierung der betriebswirtschaftlichen Buchführung in der Landwirtschaft in der Wallonie

Während die allgemeine Buchführung die Vorgänge mit Blick auf die Finanzen nach einer gesetzlich vorgeschriebenen Form erfasst, behandelt die betriebswirtschaftliche Buchführung die Daten mit dem Ziel, die Funktionsweise des Unternehmens zu analysieren, um dessen Betriebswirtschaft zu verbessern.

Die betriebswirtschaftliche Buchführung in der Landwirtschaft berücksichtigt die Besonderheiten des Agrarsektors wie etwa die fehlende Unterscheidung zwischen Betriebs- und Privatvermögen, die Variabilität der Produktionszyklen und die fehlende Möglichkeit, alle Erträge und Aufwendungen vollständig auf alle Zwischenebenen des Ergebnisses zu verteilen.

Damit diese Buchführung für den Landwirt von Nutzen ist, muss sie eine Bilanz, ein wirtschaftliches Ergebnis und ein Finanzergebnis umfassen. Ausgehend von diesen drei Komponenten kann der Landwirt mithilfe seiner Berater Leistungskoeffizienten erstellen, seine Schwachstellen ermitteln und seine Rentabilität verbessern.

1 Bilanzbestandteile

Die Bilanz spiegelt die Vermögenslage eines Unternehmens zu einem bestimmten Zeitpunkt wider. Sie verdeutlicht die Finanzierungsquellen des Unternehmens (Passiva) und die Verwendung dieser Quellen durch das Unternehmen (Aktiva).

Bilanzen sind nur dann von einem Jahr zum anderen vergleichbar, wenn sie zum gleichen Zeitpunkt und nach den gleichen Buchhaltungsmethoden erstellt werden.

Passiva

Die Passiva umfassen das Dauerkapital und die kurzfristigen Verbindlichkeiten.

Das Dauerkapital besteht einerseits aus dem Eigenkapital, das die persönlichen Einlagen des Eigentümers oder der Eigentümer des Betriebs, die vom Unternehmen erwirtschafteten und nicht ausgeschütteten Ergebnisse und die Kapitalzuschüsse umfasst, und andererseits aus den mittel- und langfristigen Schulden des Unternehmens.

Die kurzfristigen Verbindlichkeiten umfassen Anleihen mit einer Laufzeit von weniger als einem Jahr und andere kurzfristige Schulden, z. B. bei Lieferanten.

Aktiva

Die Aktivposten umfassen das Anlagevermögen und das Umlaufvermögen.

Das Anlagevermögen umfasst alle Ausgaben für den Aufbau der Betriebsstruktur und hat einen geringen Liquiditätsgrad: Errichtungs- und Erweiterungsaufwendungen im Zusammenhang mit einer Übernahme oder nicht, immaterielle Vermögenswerte (gekaufte oder übernommene

Anteile, Rechte usw.), Sachanlagen (Ländereien, Dauerkulturen, Bodenverbesserungen, Gebäude, Ausrüstung, Lebendvieh) und Finanzanlagen.

Das Umlaufvermögen umfasst alle vom Unternehmen gehaltenen Vermögenswerte, die nicht dauerhaft im Unternehmen verbleiben sollen (Vorräte, Forderungen usw.).

Der unten dargestellte Inhalt der Bilanz ist bewusst auf das Anlagevermögen und das Dauerkapital beschränkt, da die anderen Komponenten im Rahmen der betriebswirtschaftlichen Buchführung in der Landwirtschaft selten verbucht werden.

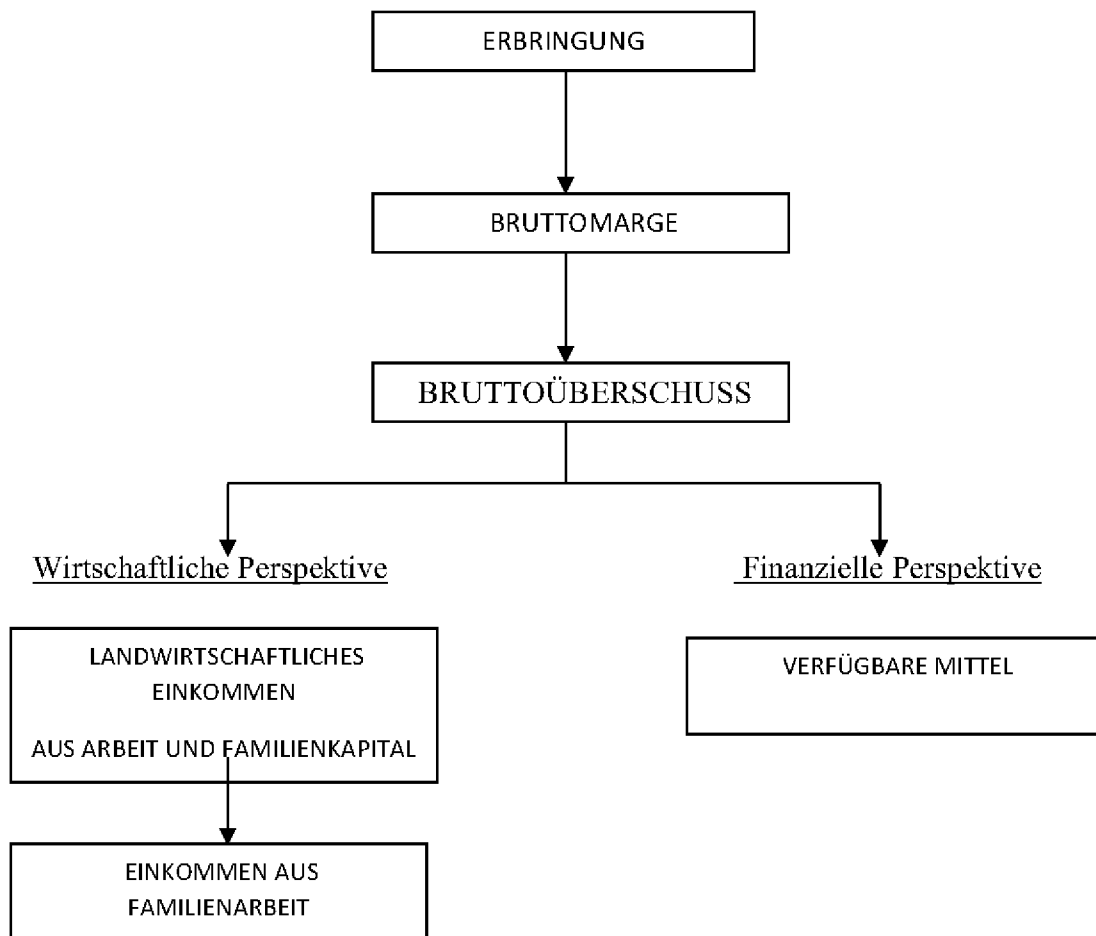
Mindestinhalt der in der betriebswirtschaftlichen Buchführung in der Landwirtschaft erstellten Bilanz

AKTIVA	PASSIVA	
<p style="text-align: center;"><u>ANLAGEVERMÖGEN</u></p> <p>Errichtungs- und Erweiterungsaufwendungen</p> <ul style="list-style-type: none"> • Kosten in Verbindung mit Übernahmen • Sonstige Kosten <p>Immaterielle Vermögenswerte</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ansprüche (z.B.: Anspruch auf Zahlung der Basisprämie) <p>Sachanlagen</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ländereien • Dauerkulturen • Bodenverbesserungen • Gebäude • Ausrüstung • Lebendvieh 	<p style="text-align: center;"><u>EIGENKAPITAL</u></p> <p>Kapital¹</p> <p>Kapitalzuschüsse</p> <p style="text-align: center;"><u>SCHULDEN UND VERBINDLICHKEITEN</u></p> <p>Mittel- und langfristige Schulden</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lang- und mittelfristige Anleihen "Ländereien" - Lang- und mittelfristige Anleihen "Sonstiges" 	DAUERKAPITAL

¹ Das "KAPITAL" wird häufig aus der Summe der Aktiva abzüglich langfristiger Anleihen errechnet.

2 Wirtschaftliche Ergebnisse und Finanzergebnisse des Geschäftsjahres

2.1. Baumdiagramm der Ergebnisse



2.2. Wirtschaftliche Ergebnisse

Die wirtschaftlichen Ergebnisse werden anhand der während des Geschäftsjahres verbuchten Aufwendungen und Erträge ermittelt, die durch die Erträge aus einer Tätigkeit während des Geschäftsjahres sowie durch den Einsatz der entsprechenden Produktionsmittel verursacht wurden.

2.2.1 Bruttomarge

Die Bruttomarge einer Tätigkeit ist ihr wirtschaftliches Ergebnis ohne Berücksichtigung von Produktions- und Einkommensbeihilfen, nachdem alle entsprechenden zugewiesenen Betriebskosten gedeckt sind.

Die Bruttomarge ist die Differenz zwischen der Gesamtbewertung der Erträge aus einer Tätigkeit einschließlich der innerbetrieblichen, ausgehenden Übertragungen und den Aufwendungen, die speziell für die Umsetzung der Produktion einschließlich der innerbetrieblichen, eingehenden Übertragungen aufgewendet wurden.

		INHALTSBEISPIELE
+	Ertrag	Verkäufe von Erzeugnissen aus der Tätigkeit des Geschäftsjahres. Wert der Bestände an nicht verkauften Erzeugnissen des Geschäftsjahres. Veränderung des Bestandswerts des Viehs. Wert des Ertrags aus einer Tätigkeit, der auf eine andere Tätigkeit übertragen wird.
-	Zugewiesene Betriebskosten	Wert der verwendeten Rohstoffe, die aus Käufen oder Vorräten stammen. Wert des Ertrags aus einer anderen Tätigkeit des Betriebs Kosten für Arbeiten durch Dritte Tierarztkosten
=	BRUTTOMARGE	

2.2.2 Bruttoüberschuss

Der Bruttoüberschuss ist das wirtschaftliche Ergebnis des Betriebs während des Geschäftsjahres ohne Berücksichtigung der Investitionsbeihilfen, nachdem alle Betriebs- und Strukturkosten mit Ausnahme der aus Kapital und Zinsen bestehenden Kreditrückzahlungen und der Abschreibungen gedeckt sind.

Der Bruttoüberschuss ergibt sich aus der Differenz zwischen der Bewertung der betrieblichen Erträge und der sonstigen Erträge mit Ausnahme der Zinszuschüsse, der Kapitalbeihilfen und der außerordentlichen Erträge (Verkauf von Vermögenswerten, Dürreentschädigungen usw.) und der Gesamtheit der dinglichen Belastungen mit Ausnahme der Finanzaufwendungen, der Abschreibungen auf den Wiederbeschaffungswert und der außerordentlichen Aufwendungen.

	BRUTTOMARGE	INHALTSBEISPIELE
+	Öffentliche und private Produktions- und Einkommensbeihilfen	Anspruch auf Zahlung der Basisprämie oder gekoppelte Beihilfen Beihilfen für die Agrarumweltmaßnahmen
+	Mieteinnahmen und verschiedene Erträge	Gebäudevermietung
-	Nicht zugewiesene Betriebskosten	Energieverbrauch, Wasser
-	Sonstige dingliche Aufwendungen außer Zinsen und Abschreibungen	Pacht der Ländereien Verpachtung von Quoten und Rechten Instandhaltung, Gebäudeversicherungen Ausgezahlte Löhne
+/-	Ausgleichszahlungen für Erträge und Aufwendungen aus früheren Geschäftsjahren	Gewinn aus dem Verkauf von Vorräten an Fertigerzeugnissen aus dem Eingangsinventar
=	BRUTTOÜBERSCHUSS	

2.2.3 Landwirtschaftliches Einkommen aus Familienarbeit und -kapital

Das landwirtschaftliche Einkommen aus Familienarbeit und -kapital ist das wirtschaftliche Ergebnis des Betriebs während des Geschäftsjahres nach Deckung aller tatsächlichen jährlichen Aufwendungen, einschließlich Finanzaufwendungen und Abschreibungen auf den Wiederbeschaffungswert, und unter Berücksichtigung von Investitionsbeihilfen. Investitionsbeihilfen können in Form von Zinszuschüssen oder in Form von Kapitalbeihilfen (Teilbeträge) gewährt werden.

Das Einkommen aus Familienarbeit und -kapital ist die Differenz zwischen einerseits der Bewertung der gesamten Erträge des Betriebs und der sonstigen Erträge, ausgenommen außerordentliche Erträge (Verkauf von Vermögenswerten, Dürreentschädigung usw.), und andererseits der Gesamtheit der dinglichen Belastungen, außergewöhnliche Aufwendungen ausgenommen.

		INHALTSBEISPIELE
	BRUTTOÜBERSCHUSS	
+	Teilbetrag einer Kapitalbeihilfe ²	1/5 der gesamten Beihilfe für den Kauf von Ausrüstung
+	Zinszuschuss (wenn noch vorhanden)	Zinszuschuss des Geschäftsjahres
-	Bruttoverzinsung	Anleihezinsen
-	Abschreibungen auf den Wiederbeschaffungswert	Abschreibungen der Ausrüstung
=	LANDWIRTSCHAFTLICHES EINKOMMEN AUS FAMILIENARBEIT UND -KAPITAL	

² Teilbetrag der Kapitalbeihilfe: Im betriebswirtschaftlichen Ansatz sind Kapitalbeihilfen über 5 Jahre zu verteilen, wenn sie für den Kauf von Ausrüstung erhalten wurden, und über 10 Jahre für alle anderen Arten von Investitionen.

2.2.4 Einkommen aus Familienarbeit

Das Einkommen aus Familienarbeit ist das wirtschaftliche Ergebnis des Betriebs, nachdem alle tatsächlichen Aufwendungen und die Aufwendungen gedeckt sind, die auf das vom Betriebsleiter im Unternehmen investierte Eigenkapital berechnet wurden (Nettopachten für Eigenland, Zinsen auf das Eigenkapital des Betriebs usw.).

Das Einkommen aus Familienarbeit ergibt sich aus der Differenz zwischen der Bewertung der gesamten Erträge des Betriebs und der sonstigen Erträge, ausgenommen außerordentliche Erträge (Entschädigung für landwirtschaftliche Naturkatastrophen usw.) einerseits und der Gesamtheit der dinglichen Belastungen (mit Ausnahme der außerordentlichen Aufwendungen) und der Aufwendungen, die auf das vom Betriebsleiter im Unternehmen investierte Anlagevermögen berechnet werden (Nettopachten für Eigenland, Zinsen auf das Eigenkapital des Betriebs, ausgenommen Ländereien), andererseits.

		INHALTSBEISPIELE
	LANDWIRTSCHAFTLICHES EINKOMMEN AUS FAMILIENARBEIT UND -KAPITAL	
-	Aufwendungen, die auf das selbstfinanzierte Eigenkapital berechnet werden	Berechnete Nettopachten ³ Nettozinsen, die auf das Eigenkapital des Betriebs (ohne Ländereien) berechnet werden
=	EINKOMMEN AUS FAMILIENARBEIT	

³ Berechnete Nettopachten = (Hektar Eigentumsfläche * durchschnittliche Pacht des Betriebs) – Zinsen für landbezogene Anleihen. Wenn das Ergebnis unter "0" liegt, wird "0" ausgewiesen.

⁴ Nettozinsen, die sich aus dem Eigenkapital des Betriebs (ohne Ländereien) errechnen = (Anlagevermögen [ohne Ländereien] Eingangsinventar + Anlagevermögen [ohne Ländereien] Ausgangsinventar)/2*0,05 – Zinsen für Anleihen, die mit ihrem Erwerb verbunden sind. Wenn das Ergebnis unter "0" liegt, wird "0" ausgewiesen.

2.3. Allgemeines Schema der wirtschaftlichen Ergebnisse

2.3.1

ERTRAG			
ZUGEWIESENE BETRIEBSKOSTEN			
<u>BRUTTOMARGE</u>		BEIHILFEN außer Kapital- oder Zinsbeihilfen	SONSTIGE ERTRÄGE
NICH T ZUGEWIESENE BETRIEBSKOSTE N	SONSTIGE DINGLICHE BELASTUNGEN für Zinsen und Abschreibungen	AUSGLEICHSAHL UNG	
			<u>BRUTTOÜBERSCH USS</u>
<u>BRUTTOÜBERSCHUSS</u>			
BRUTTOVERZINSU NG	ZINSBEIHILFEN TEILBETRÄGE KAPITALBEIHILFEN		
ABSCHREIBUNG AUF DEN WIEDERBESCHAFFUNGS WERT			
<u>LANDWIRTSCHAFTLICHES EINKOMMEN AUS FAMILIENARBEIT UND -KAPITAL</u>			
BERECHNETE AUFWENDUNGEN			
<u>EINKOMMEN AUS FAMILIENARBEIT</u>			

2.4. Finanzergebnisse

2.4.1 Verfügbare Mittel

Die verfügbaren Mittel sind die finanziellen Mittel, die der Betrieb am Ende des Geschäftsjahres aus allen gewöhnlichen und außerordentlichen Erträgen, einschließlich der Erträge aus früheren Geschäftsjahren und aus neuen Krediten, unter Berücksichtigung neuer Investitionen, der Jahresraten für Kredite und aller anderen dinglichen und außerordentlichen tatsächlichen Belastungen – mit Ausnahme der Abschreibungen – freisetzen kann.

Diese verfügbaren Mittel werden vom Betriebsleiter und seiner Familie für eine Reihe von Bedürfnissen verwendet, z. B. für private Ausgaben, die Zahlung von Sozialbeiträgen und Gewerbesteuern, Sparen, ...

	BEZEICHNUNG	INHALTSBEISPIELE
+	Verkäufe der betrieblichen Erträge während des Geschäftsjahres	Verkauf von Milch Verkauf von im vorangegangenen Geschäftsjahr geerntetem Heu
+	Beihilfen	Beihilfen für die Zahlung der Basisprämie, gekoppelte Beihilfen, ... Beihilfen für die Agrarumweltmaßnahmen Kapital- und Zinszuschuss
+	Während des Geschäftsjahres erhaltene Entschädigungen	Dürreentschädigung
+	Außerordentliche Einnahmen	Verkauf eines Anhängers
+	Neue Anleihen des Geschäftsjahres	
-	Betriebskosten des Geschäftsjahres	Düngemittel Kauf von Tieren Elektrizität
-	Tatsächliche Strukturkosten des Geschäftsjahres	Gezahlte Pachten Ausgezahlte Löhne Gezahlte Zinsen
-	Außerordentliche Aufwendungen	
-	Neue Investitionen	Kauf von Güllefässern
-	Rückzahlung des geliehenen Kapitals	
=	VERFÜGBARE MITTEL	

Es ist zu beachten, dass der Ansatz der verfügbaren Mittel in vielerlei Hinsicht unvollständig bleibt. So werden z. B. die für das nächste Geschäftsjahr getätigten Ausgaben, die Schulden gegenüber Lieferanten, die Forderungen von Kunden usw. vernachlässigt.

Die verfügbaren Mittel können auch anhand des Bruttoüberschusses ermittelt werden.

Die im Bruttoüberschuss geschätzten Erträge und Aufwendungen wie Bestandsveränderungen und die Bewertung der Produkte bei der Einlagerung werden dann abgezogen oder hinzugerechnet.

	BEZEICHNUNG
	BRUTTOÜBERSCHUSS
+	Erhaltene Zinszuschüsse (falls noch vorhanden)
-	Gezahlte Bruttoverzinsung
-	Zurückgezahltes Kapital
+	Erhaltene Kapitalbeihilfen
+	Produktions- und Einkommensbeihilfen der früheren Geschäftsjahre unter Berücksichtigung der bereits verbuchten Ausgleichszahlungen
+	Verkäufe oder Verwendungen der Bestände an Erzeugnissen früherer Geschäftsjahre unter Berücksichtigung der bereits verbuchten Ausgleichszahlungen
-	Bewertung der nicht verkauften Erzeugnisse des Geschäftsjahres
-	Bestandsveränderungen des Viehs
-	Verbrauch des Haushalts
+	Außerordentliche Einnahmen
-	Außerordentliche Aufwendungen
+	Neue Anleihen
-	Neue Investitionen
=	VERFÜGBARE MITTEL

2.4.2 MwSt.-Bilanz

Die MwSt.-Bilanz ist eine nützliche Komponente für die Betriebsführung im Zusammenhang mit der Wahl des MwSt.-Besteuerungssystems. Sie stellt für Landwirte, die die MwSt.-Pauschalregelung in Anspruch nehmen, verfügbare Aktiva dar, wenn der erzielte Betrag positiv ist und verringert im Falle eines Negativsaldos auf gleiche Weise die verfügbaren Aktiva.

Man unterscheidet zwei MwSt.-Bilanzen: diejenige für kurzfristige Komponenten und diejenige für Investitionen.

Die kurzfristige MwSt.-Bilanz ist die Differenz zwischen den MwSt.-Beträgen auf die regelmäßigen Verkäufe und Einkäufe des Betriebs.

Die MwSt.-Bilanz für Investitionen ist die Differenz zwischen den MwSt.-Beträgen auf die Käufe von Investitionsgütern des Betriebs und den Verkäufen von Vermögenswerten.

3 Verhältniszahlen

Die Ergebnisse eines Unternehmens können anhand von Verhältniszahlen analysiert werden, die sich aus dem Verhältnis zwischen den Bilanzkomponenten und/oder den wirtschaftlichen Ergebnissen zusammensetzen.

Eine Analyse mithilfe von Verhältniszahlen muss immer parallel zu den in der Bilanz erfassten Beträgen und den Ergebnissen durchgeführt werden.

Alle Verhältniszahlen sind in Prozent auszudrücken.

Besonders nützlich ist die Analyse der Entwicklung des Wertes der Verhältniszahl im Laufe der Geschäftsjahre, wobei natürlich Investitionen oder eine Änderung der Betriebsausrichtung zu berücksichtigen sind.

Die nachstehenden Verhältniszahlen dienen der wirtschaftlichen und finanziellen Betrachtung. Finanzielle Verhältniszahlen sind nur bedingt aussagekräftig, da die Bilanz in der Landwirtschaft nicht alle Komponenten der klassischen Bilanz enthält, was kein eindeutiges Urteil über die Gleichgewichte innerhalb der Bilanz des Betriebs ermöglicht.

3.1. Wirtschaftsverhältniszahlen

3.1.1 Wichtigkeit der Beihilfen für das Produkt

Produktions- und Einkommensbeihilfen
Ertrag des Betriebs + Produktions- und Einkommensbeihilfen

Die Beihilfen umfassen alle Beihilfen der ersten und zweiten Säule sowie alle anderen Formen nicht außerordentlicher staatlicher Beihilfen (mit Ausnahme von Zuschüssen für Kapital- oder Zinsinvestitionen).

Der betriebliche Ertrag ist die Summe der Erträge aus den Tätigkeiten des Geschäftsjahres ohne Berücksichtigung der innerbetrieblichen Verrechnungen.

Diese Verhältniszahl bestimmt den Anteil der Einnahmen, der aus Beihilfen mit Ausnahme von Investitionsbeihilfen stammt.

Je höher diese Verhältniszahl ist, desto abhängiger ist der Betrieb von politischen Entscheidungen in Bezug auf die Landwirtschaft.

3.1.2 Wirtschaftliche Effizienz des Betriebs

Bruttoüberschuss des Betriebs
Ertrag des Betriebs

Diese Verhältniszahl bestimmt den Anteil des Ertrages ohne Beihilfen am Bruttoüberschuss des Betriebs. Je höher diese Verhältniszahl ist, desto effizienter ist die vom Betriebsinhaber und seiner Familie geleistete Arbeit.

3.1.3 Wirtschaftliche Effizienz einer Tätigkeit

Bruttomarge der Tätigkeit
Ertrag aus der Tätigkeit

Diese Verhältniszahl bestimmt die relative Bedeutung der Bruttomarge im Verhältnis zum Produktionswert und misst die Effizienz der eingesetzten Mittel.

3.1.4 Rentabilität des Produktivkapitals

Bruttoüberschuss des Betriebs Anlagevermögen (ohne Ländereien)

Diese Verhältniszahl gibt die Rentabilität des Anlagevermögens ohne Ländereien an, eine Rentabilität, die durch den Bruttobetriebsüberschuss annähernd erreicht wird.

Je höher diese Verhältniszahl ist, desto besser wird das Anlagekapital genutzt.

Wenn im Laufe des Geschäftsjahres eine größere Investition getätigt wurde, wird die Verhältniszahl im Vergleich zum Vorjahr gesunken sein. Wenn diese Investition jedoch sinnvoll ist und richtig angelegt wurde, wird sie im Laufe der Zeit den Bruttoüberschuss des Betriebs erhöhen und somit sollte der Betrieb wieder die gleiche oder sogar eine höhere Rentabilität erzielen. Wenn die Investition nicht an den Betrieb angepasst ist, wird sie die Rentabilität des Betriebs beeinträchtigen.

3.2. Finanzverhältniszahlen

3.2.1 Gewicht der Finanzverbindlichkeiten

Jahresraten für die Rückzahlung Bruttoüberschuss des Betriebs

Die Jahresraten für die Rückzahlung umfassen die gezahlten Zinsen und die Kapitalrückzahlung für die Anleihen des Geschäftsjahres.

Diese Verhältniszahl gibt den Anteil des Bruttoüberschusses des Betriebs an, der zur Deckung der finanziellen Verpflichtungen des Betriebs verwendet wird.

Je niedriger die Verhältniszahl, desto höher ist die Selbstfinanzierungskraft entsprechend der Verwendung der freigegebenen Mittel bzw. desto geringer ist die Verschuldung des Betriebs.

3.2.2 Gegenstand des Anlagevermögens

Restbetrag der mittel- und langfristigen Anleihen Anlagevermögen

Wenn das Verhältnis unter 100 liegt, deckt die mittel- und langfristig aufgenommene Verbindlichkeit nicht die gesamten langfristigen Anlagen:

- entweder wird der Restbetrag durch das Eigenkapital gedeckt, was bedeutet, dass das Dauerkapital des Unternehmens das Anlagevermögen deckt: dies ist ein positives Zeichen.

- oder der Restbetrag wird durch kurzfristige Schulden gedeckt: ein Teil der Produktionsanlagen wird dann durch kurzfristige Anleihen oder Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen finanziert: dies ist ein Zeichen für eine schlechte Finanzlage.

Wenn das Verhältnis über 100 liegt, ist die Verschuldung höher als der Wert der Produktionsanlagen: es besteht das Risiko, dass das Unternehmen verwundbar ist, da es vollständig von seinen Gläubigern abhängt.

Diese Verhältniszahl kann auch durch Ausschluss des Wertes der mittel- und langfristigen Anleihen von Ländereien und der Ländereien des Anlagevermögens berechnet werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung, Aufrechterhaltung und Aufhebung der Zulassung, die den Stellen für betriebswirtschaftliche Buchführung in der Landwirtschaft erteilt wird, beigelegt zu werden.

Namur, den 23. Februar 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren,

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/42301]

23 FEBRUARI 2023. — Besluit van de Waalse regering tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning, de handhaving en de intrekking van de erkenning van de centra voor landbouwbedrijfsboekhouding

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische plannen die de lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwgarantiefonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (Elfpo) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, artikelen D.6, D.127 en D.128;

Gelet op het rapport van 18 november 2022 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 2022/245149 van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 november 2022;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 15 december 2022;

Gelet op advies 72.749/4 van de Raad van State, gegeven op 11 januari 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies nr. 28/2023 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 9 februari 2023;

Overwegende dat de centra voor landbouweconomisch beheer essentiële actoren zijn voor de duurzaamheid van de Waalse landbouw;

Overwegende dat in het Waalse strategische plan van het GLB 2023-2027 onderzoek, begeleiding en opleiding van landbouwers op het gebied van rentabiliteit, economisch model en productiekosten als prioriteiten worden beschouwd;

Overwegende dat er sinds de regionalisering van de landbouwbevoegdheid geen erkenning meer is voor centra voor landbouweconomisch beheer;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder:

1° beheerscentrum : elke natuurlijke persoon of vereniging van natuurlijke personen of rechtspersoon waarvan het maatschappelijk doel geheel of gedeeltelijk is gebaseerd op toezicht, opleiding, voorlichting, bijstand of advies inzake beheersaangelegenheden voor land- of tuinbouwbedrijfschouwen

2° bedrijfsboekhouding: analytische boekhouding van een land- of tuinbouwbedrijf gebaseerd op de boeking van uitgaven en inkomsten naar aard en bestemming, die een jaarlijkse evaluatie van de rentabiliteit van elke activiteitstak van het bedrijf mogelijk maakt en die een gedetailleerde analyse van de werking van het bedrijf mogelijk maakt om de beheersbeslissingen te vergemakkelijken;

3° bedrijfsboekhouder: elke natuurlijke persoon die het voornaamste contact is tussen het beheerscentrum en het bedrijfshoofd. Hij moet ervoor zorgen dat alle taken, van het verzamelen van gegevens tot het leveren van het resultaat, nauwgezet en nauwkeurig worden uitgevoerd binnen de vereiste termijn. Het is de verantwoordelijkheid van de bedrijfsboekhouder om het resultaat van de boekhouding aan het bedrijfshoofd te overhandigen en hem de nodige uitleg te geven voor zijn begrip

4° Waalse netwerk van de centra voor landbouwbeheer, hierna Waalse netwerk genoemd

5° Administratie: de diensten van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;";

6° Minister: de Minister die de Landbouw onder zijn bevoegdheid heeft.

HOOFDSTUK 2. — *De erkenning van de beheerscentra*

Art. 2. De minister erkent de beheerscentra door middel van een erkenning indien zij voldoen aan de volgende artikelen:

1. zijn activiteiten geheel of gedeeltelijk op Waals grondgebied uitoefenen;
2. werkzaamheden hebben die geheel of gedeeltelijk betrekking hebben op het voeren van een bedrijfseconomische boekhouding voor Waalse land- of tuinbouwbedrijven;
3. ten minste één persoon permanent in dienst hebben als bedrijfsboekhouder.

Art. 3. In het kader van deze erkenning verbindt het beheerscentrum zich ertoe :

1. de aanbevelingen opvolgen en actief deelnemen aan de werkzaamheden van het Waalse netwerk tijdens de door het netwerk bestreken periode;
2. voor de duur van de erkenning een bijgewerkte lijst van boekhouders ter beschikking van de Administratie te houden.

Art. 4. § 1. Elke aanvraag tot erkenning wordt bij de Minister ingediend onder overlegging van een dossier dat de nodige bewijzen bevat om de voorwaarden te verifiëren.

§ 2. De erkenning van het beheercentrum geldt voor een periode van 5 jaar, die kan worden verlengd.

Art. 5. De lijst van erkende beheerscentra wordt gepubliceerd op de website "Portail de l'Agriculture wallonne" (Portaal Waalse Landbouw).

HOOFDSTUK 3. — *De bedrijfseconomische boekhouding*

Art. 6. De bedrijfseconomische boekhouding van het erkende beheerscentrum moet voldoen aan de eisen van de harmonisatie van de bedrijfseconomische boekhouding in landbouwbedrijven in Wallonië die zijn opgenomen in de bijlage bij dit besluit.

Art. 7. De bedrijfseconomische boekhouding bestrijkt een referentieperiode van twaalf maanden. Deze periode kan een kalenderjaar van 1 januari tot en met 31 december of een andere periode van twaalf maanden zijn.

Art. 8. § 1. De resultaten van de bedrijfsboekhouding worden jaarlijks schriftelijk aan de landbouwer voorgelegd binnen maximaal 12 maanden na afloop van de referentieperiode.

§ 2. Dit document moet ten minste bevatten :

- een omschrijving van de algemene bedrijfskenmerken, inclusief de aangewende productiefactoren;
- een balans en een resultatenrekening, met een uitvoerige melding van de lasten en producten ;
- de nodige gegevens voor de beoordeling van de doeltreffendheid van de bedrijfsvoering in haar geheel, alsmede van de rendabiliteit van de belangrijkste productie-activiteiten; Deze beoordeling moet geschieden aan de hand van de technische en economische indicatoren als omschreven in de bijlage;

Art. 9. De resultaten worden uitvoerig toegelicht door de bedrijfsboekhouder, zodat het bedrijfshoofd de rentabiliteit en de prestaties van zijn belangrijkste activiteiten kan beoordelen.

HOOFDSTUK 4. — *De bedrijfsboekhouder*

Art. 10. § 1. De bedrijfsboekhouder van een erkend beheerscentrum is een natuurlijke persoon die kan aantonen dat hij ervaring heeft in landbouweconomie of landbouwbeheer, indien van toepassing, en die zich ertoe verbindt in het jaar volgend op zijn aanstelling in het erkend centrum ten minste drie door het Waalse netwerk georganiseerde opleidingen te volgen.

§ 1. De bedrijfsboekhouder neemt jaarlijks deel aan minstens één opleidingsactiviteit georganiseerd door het Waalse netwerk.

HOOFDSTUK 5. — *Het Waalse netwerk van beheerscentra*

Art. 11. De Minister richt het Waalse netwerk van beheerscentra op. Dit netwerk verenigt de beheerscentra. De beheerscentra die aan het Waalse netwerk wensen deel te nemen, moeten de Administratie daarvan per brief in kennis stellen en deelnemen aan ten minste één vergadering over een periode van twaalf maanden.

Art. 12. Het Waalse netwerk van beheerscentra wordt beheerd door de Administratie. Zij moet het netwerk promoten bij alle beheerscentra.

Het Waalse netwerk van beheerscentra komt ten minste eenmaal per jaar bijeen.

Het netwerk kan derden die met de sector verbonden zijn uitnodigen of om advies vragen.

De opdracht van het Waalse netwerk bestaat erin synergieën tussen zijn leden te ontwikkelen, aanbevelingen te doen en opleidings- of informatiesessies te organiseren over landbouweconomie, boekhoudkundige methoden, gegevensanalyse en bedrijfsadvies

HOOFDSTUK 6. — *Opleiding*

Art. 13. Het Waalse netwerk is belast met de organisatie van ten minste drie opleidingen per jaar. De inhoud van deze opleidingen moet betrekking hebben op een technisch, economisch of wetgevend onderwerp dat verband houdt met de bedrijfsboekhouding, de economie van de landbouwsector of het economisch beheer van land- of tuinbouwbedrijven.

Art. 14. Het Waalse netwerk van beheerscentra moet de opleidingen ten minste één maand voor de organisatie ervan bij alle erkende beheerscentra promoten en bekendmaken.

Art. 15. Het Waalse netwerk van beheerscentra kan de organisatie van de opleiding delegeren aan een van zijn leden.

HOOFDSTUK 7. — *Controles en sancties*

Art. 16. De Administratie kan te allen tijde nagaan of het beheercentrum aan dit besluit voldoet. In geval van fraude, nalatigheid of niet-naleving kan de Administratie de aan het beheercentrum verleende erkenning intrekken.

Art. 17. Wanneer een aanvraag om erkenning of verlenging van een erkenning als beheercentrum wordt geweigerd of wanneer de erkenning wordt ingetrokken, stelt de Administratie de verantwoordelijke van het centrum binnen 30 kalenderdagen per aangetekend schrijven in kennis van de beslissing tot weigering of intrekking van de erkenning.

Indien in de tussentijd de reden voor de weigering of de intrekking is verdwenen, kan de Administratie de vergunning of de verlenging daarvan verlenen of de beslissing tot intrekking nietig verklaren.

Art. 18. In geval van intrekking of weigering van de erkenning kan de verantwoordelijke van het centrum binnen 30 kalenderdagen na de datum van het beslissing per aangetekende brief, vergezeld van alle relevante bewijsstukken, een met redenen omkleed beroep bij de Minister indienen. De erkenning blijft van kracht tot het verstrijken van de termijn van 30 kalenderdagen voor het instellen van het beroep.

De Minister stelt de betrokkene bij aangetekend schrijven in kennis van zijn beslissing. In geval van intrekking of niet-verlenging blijft de goedkeuring van kracht tijdens de beroepsprocedure.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Namen, 23 februari 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

Bijlage

Harmonisatie van de landbouwbedrijfsboekhouding in Wallonië

Terwijl de algemene boekhouding transacties vanuit financieel oogpunt in een juridische vorm registreert, verwerkt de bedrijfsboekhouding gegevens om de werking van de onderneming te analyseren en zo het beheer ervan te verbeteren.

In de landbouwbedrijfsboekhouding wordt rekening gehouden met de bijzondere kenmerken van de landbouwsector, zoals het ontbreken van een onderscheid tussen professioneel en persoonlijk vermogen, de variabiliteit van de productiecycli en de onmogelijkheid om alle inkomsten en uitgaven op alle tussenliggende resultaatniveaus volledig uit te splitsen.

Om nuttig te zijn voor de landbouwer moeten deze rekeningen een balans, een economisch resultaat en een financieel resultaat bevatten. Op basis van deze drie elementen kan de landbouwer met de hulp van zijn adviseurs prestatieverhoudingen vaststellen, zijn zwakke punten bepalen en zijn rentabiliteit verbeteren.

1 Posten op de balans

De balans is een "momentopname" van de activa en passiva van een onderneming op een bepaald moment. Zij toont de financieringsbronnen van de onderneming (passiva) en het gebruik van deze bronnen door de onderneming (activa).

Balansen zijn alleen van jaar tot jaar vergelijkbaar als zij op dezelfde datum en volgens dezelfde boekhoudkundige methoden zijn opgesteld.

Passiva

De passiva omvatten permanent kapitaal en kortlopende schulden.

Het eigen vermogen bestaat enerzijds uit het eigen vermogen, dat de persoonlijke inbreng van de eigenaar(s) van het bedrijf, de door de onderneming opgebouwde en niet uitgekeerde resultaten en de kapitaalsubsidies omvat, en anderzijds uit de schulden van de onderneming op middellange en lange termijn.

Schulden op korte termijn omvatten leningen die binnen een jaar vervallen en andere schulden op korte termijn, zoals die aan leveranciers.

Activa

De activaposten omvatten vaste activa en vlottende activa.

De vaste activa omvatten alle elementen die worden uitgegeven om de structuur van het landbouwbedrijf te vormen; zij hebben een geringe liquiditeit: oprichtingskosten die al dan niet verband houden met een overname, immateriële vaste activa (quota, rechten, enz. gekocht of overgenomen), materiële vaste activa (grond, blijvende teelten, grondverbeteringen, gebouwen, uitrusting, vee, enz.) en financiële vaste activa.

De vlottende activa omvatten alle activa van de onderneming die niet bestemd zijn om op lange termijn binnen de onderneming te blijven (voorraden, vorderingen, enz.).

De inhoud van onderstaande balans is bewust beperkt tot vaste activa en permanent kapitaal, omdat andere posten in de landbouwbedrijfsboekhouding zelden worden geregistreerd.

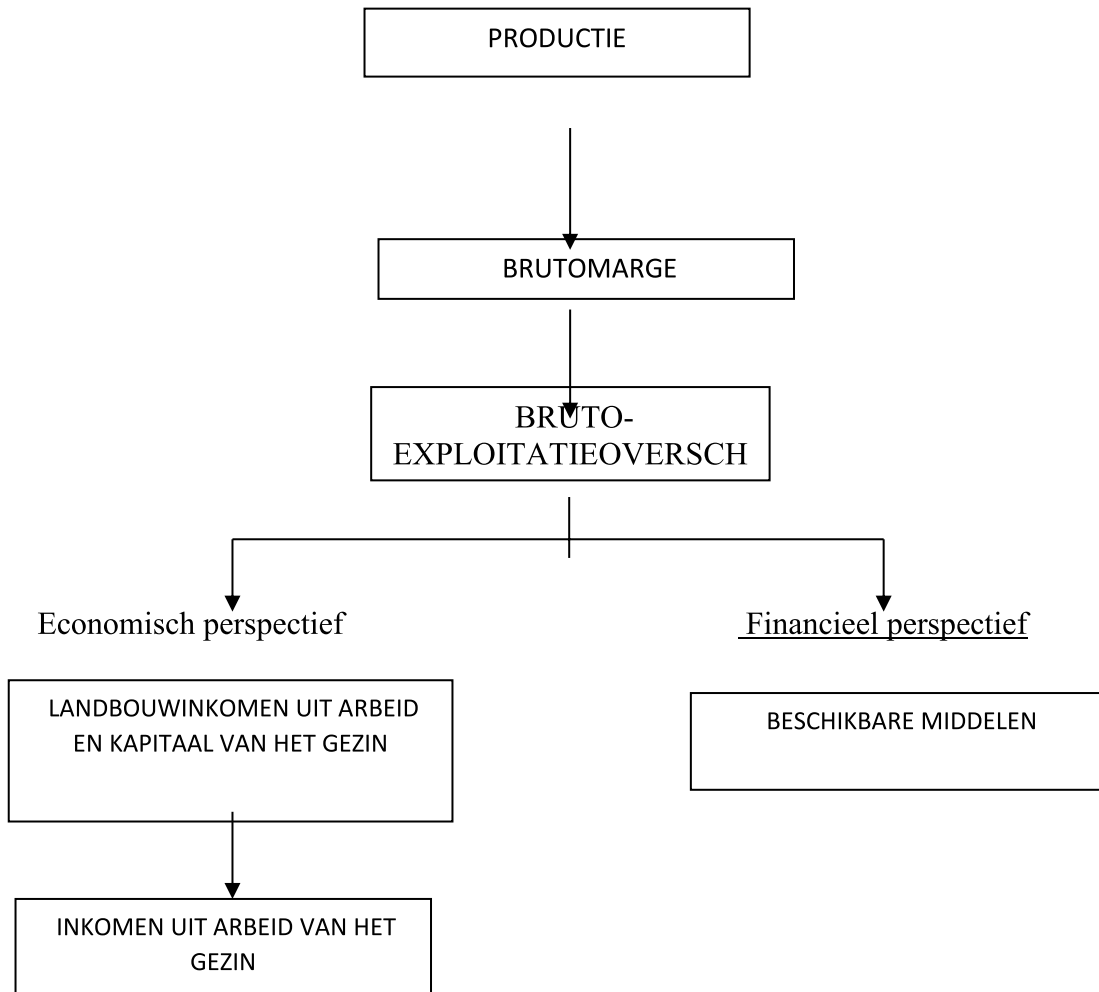
Minimuminhoud van de balans in de landbouwbedrijfsboekhouding

ACTIVA	PASSIVA	
<u>VASTE ACTIVA</u>	<u>EIGEN VERMOGEN</u>	VERMOGEN
Vestigingskosten	Kapitaal¹	
• Uitgaven in verband met terugname		
• Andere kosten		
Immateriële vaste activa	Kapitaalsubsidies	
• Rechten (bv.. Basisbetalingsrecht)		
Materiële vaste activa		
• Gronden		
• Blijvende teelten		
• Grondverbetering		
• Gebouwen		
• Uitrusting		
• Vee		
	<u>SCHULDEN OF PASSIVA</u>	
	Schuld op middellange en lange termijn	
	- Leningen op lange en middellange termijn "grond"	
	- Leningen op lange en middellange termijn "andere"	

¹ Het "KAPITAAL" wordt vaak berekend op basis van de totale activa minus de langlopende leningen.

2 Economische en financiële resultaten van het boekjaar

2.1. Boomstructuur van de resultaten



2.2. Economische resultaten

De economische resultaten zijn gebaseerd op de uitgaven en inkomsten die in de loop van het boekjaar zijn geregistreerd en die voortkomen uit de productie van de activiteiten van het boekjaar en het gebruik van de overeenkomstige productiefactoren.

2.2.1 Brutomarge

De brutomarge van een activiteit is het economisch resultaat ervan, zonder rekening te houden met de productie- en inkomenssteun, na dekking van alle overeenkomstige aangewende bedrijfskosten

De brutomarge is het verschil tussen de totale waarde van de productie van een activiteit, inclusief uitgaande overdrachten, en de kosten die specifiek zijn gemaakt om de productie(s) te produceren, inclusief inkomende interne overdrachten.

VOORBEELDEN VAN INHOUD		
+	Productie	Verkoop van producten uit de activiteit van het boekjaar. Waarde van de voorraden onverkochte producten van het boekjaar. Verandering in de inventariswaarde van vee. De waarde van de productie van een activiteit die aan een andere activiteit wordt overgedragen.
-	Aangewende bedrijfskosten	Waarde van de gebruikte grondstoffen uit aankopen of voorraden. Waarde van de productie van een andere activiteit van het bedrijf Werkkosten door derden Veterinaire kosten
=	BRUTOMARGE	

2.2.2 Bruto overschot

Het bruto overschot is het economisch resultaat van het bedrijf gedurende het jaar zonder rekening te houden met investeringssteun, na dekking van alle operationele en structurele kosten, met uitzondering van kapitaal- en rentebetalingen op leningen en afschrijvingen.

Het bruto-overschot wordt verkregen door het verschil tussen de waarde van de productie van het bedrijf en de overige producten, met uitzondering van rentesubsidies, kapitaalsubsidies en producten met een uitzonderlijk karakter (verkoop van activa, droogtevergoeding, enz.) en alle werkelijke uitgaven, met uitzondering van financiële lasten, economische afschrijvingen en uitzonderlijke uitgaven.

	BRUTOMARGE	VOORBEELDEN VAN INHOUD
+	Openbare en particuliere steun voor productie en inkomen	Basisbetalingsrecht of gekoppelde steun Steun aan een milieuvriendelijke landbouw
+	Huurinkomsten en diverse opbrengsten	Verhuur van gebouwen
-	Niet-aangewende bedrijfskosten	Energieverbruik, water
-	Andere werkelijke lasten behalve rente en afschrijving	Landpacht Huren van quota en rechten Onderhoud, verzekering van gebouwen Betaalde lonen
+/-	Aanpassingen van inkomsten en uitgaven van voorgaande boekjaren	Meerwaarde op de verkoop van voorraden eindproducten bij binnenkomst inventaris
=	BRUTO OVERSCHOT	

2.2.3 Landbouwincome uit arbeid en kapitaal van het gezin

Het landbouwincome uit arbeid en kapitaal van het gezin is het economisch resultaat van het bedrijf tijdens het boekjaar na dekking van alle werkelijke jaarlijkse kosten, inclusief financiële kosten en economische afschrijving, en rekening houdend met de investeringssteun. Investeringssteun kan worden verleend in de vorm van rentesubsidies of in de vorm van kapitaalsteun (fractie).

Het inkomen uit arbeid en kapitaal van het gezin is het verschil tussen enerzijds de waardering van de totale productie van het bedrijf en de overige producten, met uitzondering van de producten met een uitzonderlijk karakter (verkoop van activa, droogtevergoeding, enz.) en anderzijds alle werkelijke uitgaven, met uitzondering van de uitzonderlijke uitgaven.

		VOORBEELDEN VAN INHOUD
	BRUTO OVERSCHOT	
+	Fractie kapitaalsteun ²	1/5e van de totale steun voor de aankoop van uitrusting
+	Rentesubsidie (indien nog aanwezig)	Rentesubsidie van het boekjaar
-	Bruto rente	Rente op leningen
-	Economische afschrijvingen	Afschrijving van uitrusting
=	LANDBOUWINKOMEN UIT ARBEID EN KAPITAAL VAN HET GEZIN	

² Fractie kapitaalsteun: in de economische benadering van het bedrijf moet kapitaalsteun worden gespreid over 5 jaar wanneer deze wordt ontvangen voor de aankoop van apparatuur, en over 10 jaar voor alle andere soorten investeringen.

2.2.4 Gezinsinkomen uit arbeid

Het gezinsinkomen uit arbeid is het economisch resultaat van het bedrijf, na dekking van alle werkelijke uitgaven en de uitgaven die zijn berekend op het door de landbouwer in het bedrijf gebruikte kapitaal (nettopacht op eigendomsgrond, rente op eigen bedrijfskapitaal...).

Het gezinsinkomen uit arbeid wordt verkregen door het verschil tussen enerzijds de waardering van de totale productie van het bedrijf en de overige producten, met uitzondering van die van uitzonderlijke aard (vergoedingen voor landbouwrampen enz.), en anderzijds alle werkelijke uitgaven (met uitzondering van de uitzonderlijke uitgaven) en de uitgaven die worden berekend op de vaste activa die de landbouwer voor het bedrijf heeft bestemd (nettopacht op eigen grond, rente op eigen bedrijfskapitaal met uitzondering van grond).

		VOORBEELDEN VAN INHOUD
	LANDBOUWINKOMEN UIT ARBEID EN KAPITAAL VAN HET GEZIN	
-	Uitgaven berekend op zelf gefinancierd eigen vermogen	Berekende netto pachtprizen Nettorente berekend op eigen bedrijfskapitaal (exclusief grond)
=	GEZINSINKOMEN UIT ARBEID	

³ Berekende netto pachtprizen = (hectare in eigendom * gemiddelde pachtprijs) - rente op grondgebonden leningen. Indien het resultaat lager is dan "0", wordt "0" geregistreerd.

2.3. Algemeen overzicht van de economische resultaten

2.3.1

PRODUCTIE			
AANGEWENDE BEDRIJFSKOSTEN			
<u>BRUTOMARGE</u>		STEUN behalve kapitaal- en rentesteun	ANDERE PRODUCTEN
NIET- AANGEWENDE BEDRIJFSKOSTEN	ANDERE WERKELIJKE UITGAVEN op rente en afschrijving	REGULARISATIE	
			<u>BRUTO OVERSCHOT</u>
<u>BRUTO OVERSCHOT</u>		RENTESUBSIDIES FRACTIES KAPITAALSTEUN	
BRUTORENTES	ECONOMISCHE AFSCHRIJVING		
<u>LANDBOUWINKOMEN UIT ARBEID EN KAPITAAL VAN HET GEZIN</u>		<u>GEZINSINKOMEN UIT ARBEID</u>	
BEREKENDE UITGAVEN			

2.4. Financiële resultaten

2.4.1 Beschikbare middelen

De beschikbare middelen zijn de financiële middelen die de exploitatie aan het einde van het begrotingsjaar kan vrijmaken uit alle gewone en buitengewone inkomsten, met inbegrip van inkomsten uit vorige boekjaren en nieuwe leningen, rekening houdend met nieuwe investeringen, annuïteiten van leningen en alle andere werkelijke gewone en buitengewone uitgaven, met uitzondering van afschrijvingen.

Deze beschikbare middelen zullen door de landbouwer en zijn gezin worden gebruikt voor een aantal behoeften, zoals privé-uitgaven, betaling van sociale bijdragen en beroepsbelastingen, spaargeld,

	OPSCHRIFT	VOORBEELDEN VAN INHOUD
+	Verkoop van de productie van de exploitatie gedurende het jaar	Verkoop van melk Verkoop van in het voorgaande jaar geoogst hooi
+	Steun	Basisbetalingssteun of gekoppelde steun Steun aan een milieuvriendelijke landbouw Kapitaal- en rentesubsidie
+	Tijdens het boekjaar ontvangen vergoedingen	Droogtevergoeding
+	Buitengewone ontvangsten	Verkoop van een aanhangwagen
+	Nieuwe leningen gedurende het boekjaar	
-	Bedrijfskosten voor het boekjaar	Meststoffen Aankoop van dieren Elektriciteit
-	Werkelijke structurele uitgaven voor het boekjaar	Betaalde pachtprizen Betaalde lonen Betaalde rente
-	Buitengewone uitgaven	
-	Nieuwe investeringen	Aankoop van een mengmesttank
-	Terugbetaling van ontleend kapitaal	
=	BESCHIKBARE MIDDELEN	

Het is belangrijk te onderstrepen dat de benadering van de beschikbare middelen op verschillende niveaus onvolmaakt blijft, men verwaarloost bijvoorbeeld de uitgaven voor het volgende boekjaar, de schulden tegenover de leveranciers, de vorderingen van de klanten...

De beschikbare middelen kunnen ook worden bepaald aan de hand van het bruto-overschot.

Vervolgens worden de in het bruto-overschot geraamde inkomsten en uitgaven, zoals veranderingen in voorraden en de waardering van producten bij de opslag, afgetrokken of toegevoegd.

OPSCHRIFT	
	BRUTO OVERSCHOT
+	Ontvangen rentesubsidies (indien nog aanwezig)
-	Betaalde bruto rente
-	Terugbetaald kapitaal
+	Ontvangen kapitaalsubsidies
+	Productie- en inkomenssteun met betrekking tot voorgaande boekjaren, rekening houdend met reeds geboekte regulariseringen
+	Verkoop of gebruik van voorraden producten uit voorgaande boekjaren, rekening houdend met reeds geboekte regulariseringposten
-	Waardering van de voorraden onverkochte producten van het boekjaar.
-	Verandering in de veestapel
	Huishoudelijk verbruik
+	Buitengewone ontvangsten
-	Buitengewone uitgaven
+	Nieuwe leningen
-	Nieuwe investeringen
=	BESCHIKBARE MIDDELEN

2.4.2 BTW saldo

Het BTW-saldo is een nuttig element bij het beheer van het bedrijf in verband met de keuze van het BTW-belastingstelsel. Het vormt ook een beschikbaar bedrag voor landbouwers die onder het forfaitaire BTW-stelsel vallen wanneer het verkregen bedrag positief is en vermindert het beschikbare bedrag met hetzelfde bedrag in geval van een negatief saldo.

Er wordt onderscheid gemaakt tussen twee BTW-saldi: één voor lopende posten en één voor investeringen.

Het lopende BTW-saldo is het verschil tussen de BTW-bedragen op verkopen en op lopende aankopen van het bedrijf.

Het BTW-saldo op investeringen is het verschil tussen de BTW-bedragen op aankopen van beleggingswaarden van het bedrijf en verkopen van activa.

3 Aandelen

De analyse van de resultaten van een bedrijf kan gebeuren door het opstellen van aandelen die bestaan uit relaties tussen balansposten en/of economische resultaten.

Een analyse aan de hand van aandelen moet altijd parallel lopen met de bedragen op de balans en de resultaten.

Alle aandelen moeten worden uitgedrukt als een percentage.

Vooraf de analyse van de evolutie van de waarde van het aandeel in de loop der jaren is nuttig, uiteraard rekening houdend met investeringen of een wijziging in de oriëntatie van de exploitatie.

De volgende aandelen worden vastgesteld vanuit economisch en financieel oogpunt. De financiële aandelen hebben een beperkte betekenis omdat de in de landbouw opgestelde balans niet alle elementen van de klassieke balans bevat, waardoor de saldi binnen de balans van het landbouwbedrijf niet eenduidig kunnen worden beoordeeld.

3.1. Economische aandelen

3.1.1 Belang van steunmaatregelen in het product

Productie- en inkomenssteun Bedrijfsproductie + productie- en inkomenssteun

De steun omvat alle steunmaatregelen van de eerste en de tweede pijler, alsmede alle andere vormen van niet-uitzonderlijke overheidssteun (met uitzondering van subsidies voor kapitaal- of rente-investeringen).

De productie van het bedrijf is de som van de productie van de activiteiten van het boekjaar zonder rekening te houden met de interne overdrachten.

Dit aandeel bepaalt het deel van de inkomsten dat afkomstig is van steun, met uitzondering van investeringssteun.

Hoe hoger de verhouding, hoe afhankelijker het bedrijf is van politieke beslissingen over de landbouw.

3.1.2 Economische efficiëntie van het bedrijf

Bruto exploitatieoverschot Productie van het bedrijf

Dit aandeel bepaalt het aandeel van de productie zonder steun in het bruto-exploitatieoverschot. Hoe hoger dit aandeel, hoe efficiënter het werk van het bedrijfshoofd en zijn gezin.

3.1.3 Economische efficiëntie van een activiteit

Brutomarge van de activiteit Productie van de activiteit

Dit aandeel bepaalt het relatieve belang van de brutomarge ten opzichte van de waarde van de productie en meet de doeltreffendheid van de gebruikte middelen

3.1.4 Rendement op productief kapitaal

Bruto exploitatieoverschot **Vaste activa (uitgezonderd grond)**

Dit aandeel geeft de rentabiliteit van de vaste activa exclusief de grond aan, die wordt benaderd door het bruto-exploitatieoverschot.

Hoe hoger dit aandeel, hoe beter het gebruik van het vaste kapitaal.

Als in de loop van het boekjaar een grote investering is gedaan, zal het aandeel lager zijn dan in het voorgaande jaar. Maar als deze investering oordeelkundig en goed gedimensioneerd is, zal zij uiteindelijk het bruto-exploitatieoverschot vergroten en zal het bedrijf weer hetzelfde of zelfs een hoger rentabiliteitsniveau moeten bereiken. Als de investering niet aan de bedrijfsvoering is aangepast, zal zij drukken op de rentabiliteit van de bedrijfsvoering.

3.2. Financiële aandelen

3.2.1 Gewicht van de financiële schulden

Terugbetalingsannuïteiten **Bruto exploitatieoverschot**

De terugbetalingsannuïteiten per jaar omvatten de betaalde rente en de kapitaalaflossingen van de leningen voor het boekjaar.

Dit aandeel geeft aan welk deel van het bruto-exploitatieoverschot wordt gebruikt om de financiële verplichtingen van het bedrijf te dekken.

Hoe lager het is, hoe groter het vermogen tot zelffinanciering, afhankelijk van het gebruik van de gegenereerde middelen, of hoe minder schulden het bedrijf heeft.

3.2.2 Dekking van de vaste activa

Saldo leningen op middellange en lange termijn **Vaste activa**

Indien het aandeel minder dan 100 bedraagt, dekken de leningen op middellange en lange termijn niet alle activa op lange termijn:

- of het saldo wordt gedekt door eigen vermogen, hetgeen betekent dat het vaste kapitaal van het bedrijf de vaste activa dekt: dit is een positief element.
- of het saldo wordt gedekt door kortlopende schulden: een deel van het productieapparaat wordt dan gefinancierd met kortlopende leningen of leveranciersschulden: dit is een teken van een slechte financiële situatie.

Als het aandeel hoger is dan 100, is de schuld hoger dan de waarde van het productiemiddel: er is een risico van kwetsbaarheid van het bedrijf omdat het volledig afhankelijk is van haar schuldeisers.

Dit aandeel kan ook worden berekend door de waarde van grondleningen uit te sluiten van de schulden op middellange en lange termijn en door grond uit te sluiten van de vaste activa.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning, de handhaving en de intrekking van de erkenning van de centra voor landbouwbedrijfsboekhouding

Namen, 23 februari 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/42315]

10 MARS 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la reconnaissance des organisations de producteurs, des associations d'organisations de producteurs et des organisations interprofessionnelles de producteurs dans le secteur des fruits et légumes ainsi qu'aux programmes opérationnels

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil ;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 2017/891 de la Commission du 13 mars 2017 complétant le Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les secteurs des fruits et légumes et des produits transformés à base de fruits et légumes ainsi que le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les sanctions à appliquer dans ces secteurs et modifiant le règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 de la Commission ;

Vu le Règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les Règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 2022/126 de la Commission du 7 décembre 2021 complétant le Règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences supplémentaires pour certains types d'intervention spécifiés par les États membres dans leurs plans stratégiques relevant de la PAC pour la période 2023-2027 au titre dudit règlement ainsi que les règles relatives au ratio concernant la norme 1 relative aux bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE) ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.40, D.195, D.196 et D.242, alinéas 1^{er} et 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes en application du Règlement (CE) n° 2200/96 du Conseil du 28 octobre 1996 ;

Vu le rapport du 18 novembre 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 novembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 1^{er} décembre 2022 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 15 décembre 2022 ;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le 9 février 2023 ;